Document generated on 02/28/2025 12:11 a.m.

Revue d'histoire de l'Amérique française

Réplique au compte rendu de W. J. Eccles sur *La Nouvelle-France. Les francophones en Amérique du Nord, XVI^{e}-XVIII^{e} siècles* (Paris et Sainte-Foy, Bélin et Presses de l'Université Laval, 1991), paru dans le volume 46 numéro 2 (automne 1992) : 333-334.

Jacques Mathieu

Volume 46, Number 3, Winter 1993

URI: https://id.erudit.org/iderudit/305140ar
DOI: https://doi.org/10.7202/305140ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)
1492-1383 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Mathieu, J. (1993). Réplique au compte rendu de W. J. Eccles sur *La Nouvelle-France. Les francophones en Amérique du Nord, XVI^{e}-XVIII^{e} siècles* (Paris et Sainte-Foy, Bélin et Presses de l'Université Laval, 1991), paru dans le volume 46 numéro 2 (automne 1992) : 333-334. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, *46*(3), 553–555. https://doi.org/10.7202/305140ar

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 1993

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Réplique de Jacques Mathieu au compte rendu de W. J. Eccles sur *La Nouvelle-France. Les francophones en Amérique du Nord, XVI^e^-XVIII^e^ siècles* (Paris et Sainte-Foy, Bélin et Presses de l'Université Laval, 1991), paru dans le volume 46 numéro 2 (automne 1992): 333-334.

Une Nouvelle-France «britannique»

Dans un compte rendu de mon livre *La Nouvelle-France. Les francophones en Amérique du Nord, XVI^e^-XVIII^e^ siècles*, W. J. Eccles propose une vision intrigante de la Nouvelle-France; une vision qui, apparamment, s'inspire de ses plus nobles sentiments et de ses plus profondes convictions. Cette perception appelle plusieurs commentaires. De fait, tout comme une étude historiographique révèle souvent davantage les perceptions et les positions du chercheur qu'elle n'éclaire l'époque ou l'objet étudié, ce compte rendu en dit plus sur son auteur que sur l'ouvrage soumis pour commentaire. De cette analyse se dégagent donc des représentations chargées de sens au plan des faits, des approches et des pratiques.

Éliminons d'entrée de jeu les réactions émotives que ce compte rendu aurait pu susciter. Il faut tout de même y répondre, mais en tentant d'élever le débat. C'est qu'en plus d'être malicieux, le compte rendu d'Eccles offre une vision biaisée de l'histoire, accréditée par une expérience indéniable, mais qui camoufle bien des présupposés scientifiques et culturels que ne sont pas toujours en mesure de saisir les écoliers non avertis.

Relevons d'abord quelques erreurs. Eccles prétend qu'il n'y a rien dans mon ouvrage sur l'Acadie et sur la Louisiane. La simple vérification dans l'index lui aurait pourtant permis de constater que j'y faisais référence dans 15 pages pour l'Acadie et dans 19 pour la Louisiane, soit une proportion qui correspond approximativement au poids relatif de leur population dans les anciennes colonies françaises d'Amérique du Nord. De même, une consultation minimale des indications bibliographiques lui aurait fait découvrir — et ce, dès le deuxième titre mentionné — que je n'avais pas oublié l'*Atlas historique du Canada* (p. 241). Quant à l'omission des autres auteurs, il faut rappeler que cet ouvrage s'adressait d'abord aux étudiants français pour qui les travaux de ces historiens, dont j'estime beaucoup la production par ailleurs, sont peu accessibles. Il faut y voir une préoccupation d'éditeur, conscient des attentes et des possibilités de sa clientèle de lecteurs. Cette sélection est tout à fait comparable, bien que dans le sens inverse, à celle des titres anglais retenus pour l'article sur les établissements français dans l'*Encyclopedia of North American Colonies* et que j'ai produit à la demande d'Eccles.

Ces petits «oublis» qui déparent le compte rendu d'Eccles ne sont pas que des «inattentions» de lecteur. Ils découlent d'une vision particulière de l'histoire et de la Nouvelle-France, qui transpire dans l'ensemble de son texte. Et cela c'est beaucoup plus sérieux. En effet, Eccles propose une lecture de la Nouvelle-France comme satellite indiscipliné et agaçant de l'Empire britannique: «ni Louis XIV et ni Louis XV n'avaient l'intention d'établir un empire en Amérique du Nord; ils poursuivaient tout simplement

l'objectif de prévenir la constitution d'un empire anglais sur le continent» (p. 334). Cette colonie française, il faut donc en réduire la signification symbolique, pour ensuite ridiculiser les aspirations françaises, oubliant du coup les ambitions métropolitaines de l'Angleterre. Ainsi amputée de l'Acadie, de la Louisiane, des Pays-d'en-Haut et des territoires autochtones, réduite au territoire de «*The Province of Quebec*» avant la lettre, il devient logiquement ridicule pour Eccles de considérer que la zone d'influence de la France s'étend sur les trois quarts du continent à la fin du XVII[e] siècle. Déboulonnons également ses héros traditionnels, d'où la suggestion de remplacer Talon par quelques intendants aussi obscurs que méritants. Réduisons autant que possible le nombre de personnes qui ont fréquenté les grands espaces. Pour tout dire, selon Eccles, les Français n'avaient pas affaire en Amérique et leur présence était — et est encore — source d'embarras.

Cette vision, on l'aura deviné, omet des faits qui ne sont pourtant pas négligeables. Par exemple, elle oublie que la France étendait alors son hégémonie sur le monde occidental. Également, elle écarte aussi bien la réalité et le sens que les motifs des explorations françaises; et, sans doute qu'en poursuivant les recherches, on pourrait trouver de dignes remplaçants à Dollier de Casson, Cavelier de La Salle, Gauthier de La Vérendrye et les autres. De même, elle rend incompréhensible la raison d'être des flottes de Phips et de Walker qui réunissaient plus d'hommes que n'en comptaient la Nouvelle-France. Et qu'est-ce que des Canadiens sont allés faire du côté d'Albany en 1690? Quelles raisons ont pu pousser les Britanniques à tenter à plusieurs reprises de conquérir la Nouvelle-France par les armes? N'est-ce pas là enlever toute signification au sacrifice que tant d'hommes ont fait de leur vie? Que vaut une histoire diplomatique et militaire ainsi orientée? Ne risque-t-elle pas de déformer les faits au point de transformer en victoire anglaise la victoire française de Sainte-Foy en 1760, comme l'a justement fait Eccles dans le volume 1 de l'*Atlas historique du Canada* (planche 42).

Cette interprétation s'inspire du plus pur impérialisme britannique. Elle est à la fois nouvelle et fort ancienne. Elle est nouvelle en ce sens que personne jusqu'ici n'avait osé présenter Louis XIV comme un souverain se plaisant à contester et à contrecarrer les grands desseins et le grand destin de l'Empire britannique. Elle est très ancienne, en ce sens qu'elle n'est même pas aussi évoluée que la pensée d'un Lord Grey qui, à l'occasion des fêtes du 300[e] anniversaire de Québec et de l'inauguration du Parc des champs de bataille nationaux en 1908, écrivait au premier ministre Chamberlain: «Québec est reconnu comme le berceau d'une Grande-Bretagne agrandie. Nous sommes justifiés d'espérer qu'un nouvel impérialisme fleurisse au Québec» (CCBN, dossier: fêtes de 1908). Comme ces espoirs ont, pour le moins, eu du mal à se réaliser, il faut remonter encore plus loin pour trouver les assises de cette pensée. Au travers des nombreuses tentatives britanniques de s'arroger l'hégémonie du monde coccidental aux XVII[e] et XVIII[e] siècles, un colonial, le pasteur bostonien, Cotton Mather a trouvé une formule plus simple et plus juste, inspirée de Caton, «*Delenda est...*»

Et il faut dire que l'histoire d'Eccles parle d'autorité: «En comparaison avec Champigny et Hocquart, Talon était un homme de rien. Évidemment, on

aurait besoin d'une étude critique de son régime» (p. 334). Voilà une belle piste à suivre: les conclusions sont connues avant la recherche! Évidemment, puisqu'elles participent d'une idéologie multiséculaire.

Cette histoire est également accrochée à une démarche et à des préoccupations surannées, du moins pour nous. Bien sûr, pour certains, la bataille des Plaines d'Abraham de 1759 ne manque ni d'actualité, ni de légitimité. Mais il y a longtemps qu'au Québec, nous n'avons plus besoin de telles références pour affirmer notre identité et réclamer nos droits. Et c'est à prendre ou à laisser. Un dialogue peut-il s'instaurer sur ces bases? On a de bonnes raisons d'en douter, mais jamais de désespérer.

Eccles regrette que l'on n'ait pas traité plus abondamment du gouvernement [métropolitain] des affaires diplomatiques [dirigées de la métropole] de la guerre [aussi commandée de la métropole], des affaires militaires [aussi dictées depuis la métropole]. Même s'il n'a que partiellement raison sur le fait, il a surtout tort sur les motifs. Si c'est faire preuve de chauvinisme que de vouloir décoloniser l'histoire au Québec et au Canada, j'en suis, et sans réserve. Il est temps de cesser de faire de l'histoire de la Nouvelle-France, une histoire de la France (et de l'Angleterre) en Amérique. Il est temps de tenter de montrer comment des personnes ont investi et aménagé cet espace, y incluant les autochtones, même si les 45 pages où ils sont évoqués demeurent peut-être insuffisantes. Cette perspective délaisse celle dessinée par la métropole au profit des gens qui, par leurs aspirations, leur labeur et leurs rapports avec l'autre ont encore plus directement contribué à construire et à façonner le pays. À cet égard, il vaudrait peut-être la peine de relire Courville en faisant appel cette fois moins à sa bienveillance qu'à sa science.

Cette lecture du monde québécois obéit à une logique intégratrice et culturelle, sans doute nouvelle par rapport aux orientations traditionnelles de l'histoire, mais qui se veut fondée sur sa signification pour et dans le présent. Elle dicte une autre attitude face à l'histoire et à la science. À l'impérialisme à longue portée, mais à courte vue, elle substitue une histoire de soi ouverte sur le monde, seule condition d'un dialogue à rang égal et d'une démarche constructive. Cette position face à l'histoire commande d'ailleurs la manière dont on l'enseigne. Une des premières leçons données aux étudiants en formation concerne l'intégrité et l'adéquate mise en contexte des citations et des propos d'un auteur. Une seconde porte sur la signification et la réception sociale du produit historien. Eccles estime, par exemple, que ma présentation de la bataille des Plaines d'Abraham de 1759 est une «envolée de l'imagination». Jugeons-en plutôt par ce petit retour à mon texte: «C'est à ces événements symboliques que la mémoire collective ramène les multiples épisodes d'une lutte séculaire qui opposa la France et l'Angleterre, dans une foule de conflits dispersés sur l'ensemble de leurs territoires» (p. 222). Voilà pour le caractère local et national de cette histoire et la façon de la faire.